Tribune

Et si on considérait l'éducation populaire comme clé de voûte d'une transition juste ?

Par David Cluzeau, délégué général d'Héxopée et
président de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES)

Et si on considérait l'éducation populaire comme clé de voûte d'une transition juste ? Parce qu'une transition « juste » ne se résume pas à verdir l'économie, elle suppose de transformer en profondeur les comportements, les mentalités, les rapports de pouvoir. Sans une approche ancrée dans les démarches d'éducation populaire, l'ESS pourrait manquer sa cible : on ne changera pas de modèle de développement sans un immense effort d'émancipation collective, de pédagogie populaire et de mobilisation citoyenne. Et inversement, sans l'ESS, l'éducation populaire resterait cantonnée à de la sensibilisation désincarnée ; elle a besoin des alternatives économiques concrètes portées par l'ESS pour donner un débouché à l'action citoyenne. C'est bien le sens de la convergence historique qu'évoque l'étude-action du Labo de l'ESS, e-graine et de la Fabrique des transitions : dès ses origines, l'éducation populaire cherchait à transformer la société (par l'éducation critique, la conscientisation, l'action collective) en parallèle des initiatives économiques solidaires qui proposaient d'autres modèles de production et d'échange. Aujourd'hui, ces deux dynamiques doivent se « réadopter », si je peux l'exprimer de cette manière, pour affronter ensemble le défi climatique et social du siècle. L'une apporte les outils concrets d'un nouveau modèle économique au service de l'humain et de la planète, l'autre apporte la dynamique collective, la démocratie participative et l'élan culturel sans lesquels aucune transformation profonde n'est possible. Ensemble, elles peuvent « faire société » autour d'un projet commun de justice écologique et sociale.

Ce constat étant posé, que faire dès maintenant ? Je souhaite lancer un double appel à l'action, très concret, à destination de chacun d'entre vous : acteurs de terrain, réseaux de l'ESS, associations d'éducation populaire, collectivités locales, institutions, monde de la recherche, citoyens engagés ou simplement concernés. Il y a urgence ! Urgence climatique bien sûr, on le sait, mais aussi urgence sociale et démocratique. Notre devoir est de construire ensemble des réponses à la hauteur, et cela passe par deux chantiers prioritaires : d'une part, reconnaître pleinement l'éducation populaire comme composante interne (voire endogène) et stratégique de l'ESS (et plus largement des politiques de transition) ; d'autre part, coopérer tous azimuts entre parties prenantes pour créer des dynamiques collectives puissantes sur les territoires.

Le premier appel s'adresse notamment aux structures de l'ESS elles-mêmes, à leurs têtes de réseaux, ainsi qu'aux pouvoirs publics qui soutiennent le secteur. Il faut cesser de considérer l'éducation populaire comme un partenaire extérieur optionnel : elle doit être reconnue comme faisant partie de l'ADN de l'ESS. Très concrètement, cela signifie valoriser ses métiers et ses approches pédagogiques, l'intégrer dans les dynamiques de gouvernance et la stratégie des organisations, et y investir des moyens.

Reconnaître l'éducation populaire comme stratégique, c'est aussi adapter nos cadres et financements. Il faut que les appels à projets, les subventions, les dispositifs d'accompagnement économiques intègrent explicitement l'éducation populaire comme méthode et comme objectif. Si l'on veut que les éducateurs populaires cessent de « quémander leur survie » (pour reprendre une expression du terrain), il faut leur donner des moyens à la hauteur de leur mission. C'est un investissement sur l'avenir : chaque euro investi dans une dynamique d'éducation populaire, c'est un euro investi dans la résilience de notre société face aux crises et dans la cohésion sociale.

Enfin, pour les acteurs de l'ESS eux-mêmes, reconnaître l'éducation populaire en interne, c'est accepter de se transformer. Cela implique parfois de remettre en question des logiques gestionnaires ou compétitives qui ont pu infuser même dans l'ESS. La coopération doit ainsi primer sur la concurrence, et la mission d'utilité sociale et écologique primer sur les indicateurs financiers. Beaucoup d'acteurs l'ont déjà compris, mais il faut le généraliser. Intégrer l'éducation populaire, c'est adopter une posture d'apprentissage permanent, c'est

redonner du sens à nos projets en y associant pleinement les personnes concernées, c'est faire vivre la démocratie à tous les étages, réinscrire l'entreprise dans la République. C'est ainsi que l'ESS restera fidèle à elle-même et à ses origines et sera un moteur d'innovation sociale au service de la transition.

Mon second appel est donc à la coopération généralisée. La transition écologique juste ne se fera pas du haut vers le bas, ni dans un coin isolé : elle doit être co-construite par tous les acteurs, chacun apportant sa pierre. Il nous faut apprendre à briser les silos ! On a trop longtemps travaillé en parallèle : ici les associations, là les entreprises – même de l'ESS –, là-bas les institutions, plus loin les citoyens non engagés dans un collectif, sans oublier les scientifiques et experts dans un autre cercle. Alors, pourquoi pas des alliances locales ambitieuses qui rassemblent les structures de l'ESS et, parmi elles, les mouvements d'éducation populaire, les collectivités territoriales, les habitants, les universitaires engagés, pour bâtir ensemble des plans d'action territoriaux de transition.

Je conclurai par un de mes leitmotivs : nous n'avons plus le luxe d'agir en ordre dispersé ou d'hésiter. L'éducation populaire n'a pas dit son dernier mot, et associée à la force de l'ESS, elle peut devenir le catalyseur d'un véritable changement de société. Mais pour cela, il faut que nous la mettions au centre de nos stratégies et que nous construisions les alliances nécessaires. Ne laissons pas le « modèle du monde lucratif » verdir en surface tout en continuant comme avant ! Prenons au mot notre vocation émancipatrice : il est temps non plus d'attendre, mais bien de s'engager et d'agir, ensemble, avec détermination.

L'histoire de l'éducation populaire est jalonnée de combats victorieux pour la démocratie, les droits, la culture pour tous. L'histoire de l'ESS a prouvé qu'une autre économie, plus juste et solidaire, est possible. Un autre combat nous attend : celui d'une transition écologique juste, populaire, démocratique. J'y crois parce que cela implique de parler d'autonomie retrouvée, de collectivités locales agissantes, de citoyenneté active, de respect du vivant et en définitive de solidarité renforcée.

En 5 mots : donner le meilleur de nous-mêmes !

David Cluzeau

Cette tribune est un extrait de l'intervention de David Cluzeau, délégué général d'Héxopée et président de l'UDES, réalisée en conclusion de la restitution le 8 octobre 2025 de ***l'étude-action « L'éducation populaire au service de la transition écologique juste »*** *menée par le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions.*

Retrouvez le texte complet de cette intervention ainsi que les publications issues de l'étude-action et la retransmission de son événement de restitution à cette adresse : https://www.lelabo-ess.org/l-education-populaire-au-service-de-la-transition-ecologique-juste.

Le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions remercient chaleureusement David Cluzeau pour son intervention.